

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Eolien & Sites et sols pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 16/09/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOLE VENOUY BEINE
LE HAUT DU GOULOU
89290 Venoy

Références : 240447
Code AIOT : 0005426344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement EOLE VENOUY BEINE implanté LE HAUT DU GOULOU PARCELLE ZN NUMERO 38 89290 Venoy.

La visite s'inscrit dans le cadre du PPC 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLE VENOUY BEINE
- LE HAUT DU GOULOU PARCELLE ZN NUMERO 38 89290 Venoy
- Code AIOT : 0005426344 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'installation est composée de 6 mâts de 80 m, avec un rotor de 92 m de diamètre. La hauteur totale de l'éolienne (pâle dans l'axe du mât) est de 126 m. La puissance unitaire des éoliennes est de 2,05 MW. Un poste de livraison est présent sur le site. Le parc a été mis en service le 13/06/2014.

Attributs de l'inspection :

Risques accidentels (*Risque incendie, Sécurité/sûreté*)

Risques chroniques (*Bruits et vibrations*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions constructives
- Installations électriques
- Exploitation
- Formation
- Propreté
- Prévention et lutte contre l'incendie
- Nuisances sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que le poteau de signalisation de l'éolienne sur le chemin d'accès avait été cassé par l'exploitant agricole. et que le poteau était en attente d'installation.

Il nous a indiqué que cela arrivait régulièrement (poteau des éoliennes 2 et 3 arraché). De plus, un grand tas de fumier était stocké à proximité, sur la parcelle de l'exploitant agricole. De plus, il a été constaté lors de la visite du local technique, que l'extincteur n'avait pas été vérifié depuis 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	6 Mois
7	Nuisances sonores	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	
4	Formation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	
5	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	
6	Prévention et lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :


- s'assurer de l'entretien régulier. Il doit fournir le justificatif de fauche à l'inspection, ainsi que le contrat d'entretien faisant état de la fréquence d'intervention.
- adresser le justificatif de transmission du suivi de la mortalité Au Muséum National d'Histoire Naturelle suite à la

dernière inspection du 19/09/2017


- adresser le justificatif de versement dans l'outil de téléservice "dépôt légal de données de biodiversité"
- s'assurer de la vérification exhaustive de l'ensemble des extincteurs du parc éolien, y compris le point de livraison et le local technique
- réaliser une étude de bruit

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'accès se fait par un chemin en terre gravillonné. La plateforme est protégée par des poteaux en bois. Un stockage de fumier est constaté à proximité de l'éolienne. L'exploitant indique qu'un prestataire vient trois fois par an pour désherber le site. Les abords ainsi que le pied de l'éolienne n'ont pas fait l'objet de débroussaillage. L'exploitant doit s'assurer de l'entretien régulier. Il doit fournir le justificatif de fauche à l'inspection, ainsi que le contrat d'entretien faisant état de la fréquence d'intervention.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels - Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa :</p> <ul style="list-style-type: none">- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;- pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NFC 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de vérification électrique du 26/10/2023 de chaque éolienne. Toutes les observations font l'objet d'une observation antérieure.</p> <p>Toutes les non-conformités et observations sont suivies via le logiciel EOFIX et sont consignées sur un registre dématérialisé. L'accès est effectué via le smartphone.</p> <p><u>Éolienne n° 3</u></p> <p><u>Poste HT cellules bas éoliennes</u></p> <ul style="list-style-type: none">• 4 observations faisant déjà l'objet d'une observation antérieure <p>n° 1 : consignes => Absence de panneau triangulaire d'avertissement (symbole de danger électrique), sur toutes les armoires</p> <p>n° 2, 3, 4 Équipements de protection et matériel de sécurité => Absence de dispositif de vérification d'absence de tension, Absence de gants isolants, Extincteur inadapté aux tensions mises en œuvre dans ou à proximité du local)</p> <p>L'exploitant indique que les panneaux ont été commandés. Le dispositif de vérification d'absence est en place. Les extincteurs ont été remplacés.</p> <p><u>Matériels BT plateforme générateur (nacelle)</u></p> <ul style="list-style-type: none">• 2 observations (dont 1 déjà signalée) <p>n° 5 Essai des blocs d'éclairage de sécurité => Fonctionnement défectueux de l'éclairage de sécurité.</p> <p>n° 6 Blocs éclairage de sécurité de classe II => Présence de dégradations mécaniques.</p> <p>Les dispositifs ont fait l'objet d'une intervention et ont été remplacés.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Exploitation


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels - Exploitation
Prescription contrôlée : Au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation puis une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Lorsqu'un protocole de suivi environnemental est reconnu par le ministre chargé des installations classées, le suivi mis en place par l'exploitant est conforme à ce protocole. Ce suivi est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la dernière inspection, l'exploitant devait adresser au Muséum National d'Histoire Naturelle le suivi de la mortalité et le verser dans l'outil de téléservice "dépôt légal de biodiversité". Il indique ne pas l'avoir fait. Il a transmis à l'inspection le suivi mortalité (oiseaux et chiroptères de décembre 2015). Il indique que le suivi environnemental décennal est en cours. Le rapport sera transmis à l'inspection premier trimestre 2025. Il indique qu'aucun cas de mortalité n'a été observé depuis juillet.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 Mois

N° 4 : Formation


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels - Formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none">• le plan de prévention des risques pour la période du 18/04/2016 au 17/04/2017 (plus à jour, à transmettre période 2024 / 2025) => A TRANSMETTRE * Il a pour but d'identifier et de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités des différentes entreprises présentes sur le même lieu de travail (Co-activité) mais aussi renseigner le plus possible les entreprises des dangers potentiels liés au équipements internes spécifiques aux parcs éoliens ;• le registre dématérialisé des accidents et exercices d'entraînement. <p>* Registre accident : celui-ci fait apparaître un incident le 17/05/2022 ;</p> <p>* Registre exercice entraînement : 5 exercices (21/09/2017, 26/05/2021, 01/09/2021, 10/11/2022, 31/05/2024) ;</p> <p>* Le compte rendu d'exercice d'entraînement du 26/05/21 en présence du SDIS incluant le retour d'expérience ;</p> <ul style="list-style-type: none">• le manuel SSE mis à jour le 15/07/2024 présente l'ensemble des procédures et règles de sécurité spécifiques qu'EOWIND FRANCE met en œuvre dans son exploitation. Ces règles viennent compléter les consignes issues des plans de prévention et de la formation générale à la sécurité (gestion du risque électrique, risques environnementaux (gel, orage, tremblement de terre, incendie, tempête de sable, emploi et stockage des produits chimiques, accident, incendie, défaillance, survitesse, balourd du rotor, défaillance des freins, défauts de lubrifications, fixations détendues, non fonctionnement arrêt d'urgence) ;• le registre des non-conformités ;• la présentation de la formation à la sécurité d'EOWIND FRANCE ;• les attestations de formation individuelle pour la formation du 31/05/2024 de Monsieur SEGUIN, TASSIN, PALEYRET, GROSSARD, ETIENNE, concernant l'organisation de la sécurité, les risques et consignes de sécurité, la conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre ;• la procédure de gestion des situations d'urgence V7 du 11/01/2023 incluant d'informer la DREAL en cas d'incident/accident.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 5 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels - Propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur est très propre. L'accès à la nacelle n'a pas été possible. Aucun matériau combustible n'est présent.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : Prévention et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention et lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie approprié aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'inspection a constaté que deux extincteurs étaient disposés dans la base de l'aérogénérateur, dont un n'ayant pas de socle. Un extincteur à CO ₂ et un à poudre. L'exploitant a transmis le rapport de vérification des extincteurs du 06/06/2024. L'exploitant indique que deux extincteurs doivent être disposés en bas et un en haut de l'aérogénérateur. Ce rapport fait l'objet de vérification de 3 extincteurs pour l'éolienne n° 3 (2 en bas et un dans la nacelle). En l'absence de vérification de la nacelle, il n'a pu être vérifié la présence d'extincteur. Le dispositif est conforme à la dotation fournie par l'exploitant.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 7 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques - Nuisances sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans les mesures suivantes :</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée, incluant le bruit de l'installation</p> <ul style="list-style-type: none">• > à 35 dB(A) <p>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures</p> <ul style="list-style-type: none">• 5 dB(A) <p>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures</p> <ul style="list-style-type: none">• 3 dB(A)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'attestation de mise en place du bridage acoustique du 25/09/2015 ;• les données brutes d'activation du bridage acoustique depuis le 17/01/2023 (815 en 2023, 576 depuis le 01/01/2024 au 05/09/2024) ;• Le rapport d'étude acoustique du 30/06/2015 (6 NC ont été relevées). <p>Pour les niveaux sonores présents sur la période de mesurages, on constate des dépassements de critères réglementaires en période nocturne pour des vitesses de 5 à 8 m/s et pour la direction de vent nord-est notamment au point Montalery Nord. Aucun dépassement des critères réglementaires n'est constaté en période diurne.</p> <p>Aucune autre mesure de bruit n'a été réalisée, l'exploitant a suivi les recommandations du prestataire, issues du rapport de 2015.</p> <p>Un plan de bridage a été mis en place.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucune plainte n'a été relevée depuis.</p> <p>L'exploitant doit réaliser une étude des niveaux sonores afin de s'assurer du respect des critères réglementaires.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois